

# DÉPARTEMENT DU CALVADOS

## Communauté de communes du Pays de Honfleur

### **Conclusions et avis motivé**

du commissaire enquêteur

sur le déroulement de l'enquête et examen des observations recueillies

Enquête publique du 27 mai au 28 juin 2016

**Modification du PLUi**

Référence :

- Décision TA de Caen: E16000036/14 du 21 avril 2016.
- Arrêté n°CCPH/91 de mise à l'enquête publique du 19 avril 2016
- Arrêté n° CCPH/92 prescrivant l'enquête publique du 9 mai 2016

Commissaire enquêteur

Rémi de la Porte des Vaux

# **1 Introduction**

Ainsi qu'il a été mentionné dans le rapport qui précède, l'enquête publique était relative à la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur (CCPH).

Elle s'est déroulée du 27 mai au 28 juin 2016.

## **2 Le projet**

Cette modification a pour principal objet (voir §1.3 du rapport):

### **2.1 Ablon : Modification du règlement de la zone UH (site de la Nobel)**

L'objectif de cette modification est de permettre, voire d'encourager une opération de reconquête du site industriel aujourd'hui rendue difficile par le document de planification, sans assouplir le cadre réglementaire mais l'adapter à la réalité et l'état des lieux.

### **2.2 Correction de diverses erreurs graphiques**

#### **2.2.1 Honfleur : Modification de zones en secteur sauvegardé**

Certaines parcelles du centre d'Honfleur ont été incluses dans le Secteur Sauvegardé alors qu'elles ne font pas partie du contenu des plans de sauvegarde.

Afin de faciliter l'instruction des dossiers d'urbanisme, il est proposé que ces parcelles réintègrent une zone du PLUi et disposant d'un règlement. Il est donc proposé qu'elles soient rattachées aux zones UA et UB limitrophes.

#### **2.2.2 Pennedepie : changement de zone Nh en zone A**

Deux parcelles, l'une correspondant à une exploitation agricole l'autre à un centre équestre reconnus sont classés sur le plan en zone Nh à vocation d'habitation.

Pour le bon entretien des exploitations, ces parcelles doivent se situer en zone A, réservée aux activités agricoles.

#### **2.2.3 Pennedepie : suppression d'une haie inexistante**

Une haie, apparaissant sur le P.L.Ui sur la commune de Pennedepie est inexistante.

Afin d'éviter les erreurs lors de l'instruction des dossiers d'urbanisme, il est proposé que le dessin soit rectifié.

#### **2.2.4 Fourneville : changement d'une zone N en A**

Des terrains supportant une exploitation agricole sont classifiés en zone Nh mais ne contiennent pas de construction à vocation d'habitation. Leur classement en secteur Nh est donc inapproprié.

Les terrains sont reclassés en zone A.

#### **2.2.5 Saint Gatien des Bois : changement de zone a en zone N**

Le contour de la zone N n'a pas pris en compte toute la zone.

Il est proposé que celui-ci soit étendu afin d'intégrer tous les espaces naturels.

## **3 Conclusions**

Les conclusions de ce rapport s'appuient sur:

- L'examen du dossier soumis à l'enquête,

- Les entretiens avec Mrs Mazzoleni Directeur de la CCPH, Mr Naviaux, élu, président de la commission urbanisme et Mme Gaouyer chef du Service Urbanisme,
- Ma visite du site du mardi 24 mai 2016,
- Les observations rédigées dans les registres d'enquêtes, déposées par courrier ou par mail,
- Mes propres réflexions et observations sur le terrain et l'analyse des réponses du maître d'ouvrage à mon mémoire en réponse (voir §4 du rapport),

Considérant:

- le bon déroulement de l'enquête,
- la publicité réalisée conformément et dans les délais prévus par la réglementation (au moins 15 jours avant le début de l'enquête et dans les 8 jours suivants son ouverture) puisque l'annonce de l'enquête publique est parue dans deux journaux régionaux:  
*Ouest France des 12 mai et 2 juin et le Pays d'Auge des 13 et 31 mai et 2016* (annexe 2).
- l'affichage réalisé dans l'ensemble des 13 communes de la CCPH sous forme d'affiche réglementaires,
- l'annonce de l'enquête publique dans les pages « Honfleur Info » du pays d'Auge et de Ouest France du 30 mai 2016.
- la rédaction par un journaliste d'un article concernant l'enquête publique « Avis sur le PLUi » dans les pages Honfleur de OF du 1<sup>er</sup> juin.
- la mise en ligne sur le site internet de la CCPH : <http://www.ccph.fr/plan-local-durbanisme-intercommunal>
- la bonne qualité du dossier soumis à enquête permettant de bien appréhender le projet qui comporte tous les éléments imposés par la réglementation,
- la qualité des réponses aux observations formulées suite à mon mémoire en réponse,

Concernant les modifications proposées à Honfleur et dans les communes de Fourneville, Pennedepie et Saint Gatien, il s'agit de corriger des erreurs non détectées lors de l'élaboration du PLUi. Ces modifications qui me semblent de bon sens n'appellent pas de remarques de ma part à l'exception de 2 d'entre elles qui ont généré une observation (observation n°1 à Pennedepie et mail n°1) et qui font l'objet de mes recommandations n°2 et 3 plus bas.

Les modifications proposées à Ablon sur le site de la Nobel quant à elles me semblent justifiées et même souhaitables pour les raisons suivantes :

1/Mes discussions avec le maître d'ouvrage, l'architecte de KLP Industrie, mes visites du site et même mes discussions avec les personnes qui sont venues me voir, dont pratiquement aucune n'était opposées au projet en lui-même (à l'exception de l'observation n°1 à St Gatien) m'ont convaincu que rendre réellement possible la réhabilitation des 5.2ha actuellement en UH va dans le sens de l'intérêt général.

En effet, dans l'état actuel du site, 2 solutions, à mon avis, se présentent :

1/Ne rien faire et laisser le site se dégrader progressivement sans que les problèmes de pollution soulevés dans le courrier n°2 et par le SCOT (voir rapport plus haut) ne soient traités.

Cette solution imposerait d'interdire tout accès à la zone en raison du danger éventuel de pollution, du risque que présentent certains bâtiments dans un état tel qu'ils menacent de s'écrouler, et la friche se dégraderait d'année en année sans profiter à la société.

2/Permettre les modifications objet de l'enquête, en particulier la destruction reconstruction, la modification des quelques points du règlement et du rapport de présentation pour rendre viable la mise en œuvre d'une opération de renouvellement urbain déjà inscrite dans le PLUi et dans le SCOT.

En effet, mes visites sur le site m'ont permis de constater l'état de délabrement de la majorité des bâtiments (voir photos ci-dessous) qui à mon avis ne rend plus envisageable leur restauration.



Comme me l'a dit une personne, « mieux vaut réhabiliter des surfaces déjà construites, quitte à reconstruire, plutôt que de consommer des terrains agricoles pour répondre aux besoins ».

De plus, cette solution irai dans le sens des orientations nationales, en particulier du Grenelle de l'environnement qui favorise la reconquête des friches industrielles.

En effet on peut citer une note de l'ADEME / Ministère en charge de l'environnement parue en juin 2009. Revu en 2011. Version 2013 :

*« Au cœur de nos villes, de nombreux sites ayant accueilli par le passé des activités industrielles se retrouvent parfois à l'état de friches polluées. Les nécessités d'une reconquête de ces espaces urbains dégradés se trouvent aujourd'hui renforcées par les objectifs de mutation environnementale définis par le Grenelle Environnement. La reconquête de ce foncier contraint est un enjeu majeur de la recomposition des fonctionnalités et des paysages urbains. Elle permet de traiter une situation dégradée d'îlots délaissés qui déstructurent l'espace urbain et de regagner ces espaces qui bénéficient souvent d'une situation géographique propice aux opérations d'aménagement maîtrisé. Cette reconquête participe ainsi très directement à la lutte contre l'étalement urbain, contre le réchauffement climatique et de manière globale aux démarches de développement durable des villes. »*

Enfin, en facilitant la reconquête de la friche industrielle de « la Dynamiterie » à Ablon, c'est-à-dire en permettant la modification proposée, tout projet d'urbanisation imposera une expertise et une action éventuelle en dépollution à la mesure de l'usage proposé (voir B page 18 du rapport plus haut)

Ma conviction est donc que la solution qui va le plus dans le sens de l'intérêt général est cette dernière.

Pour toutes ces raisons,

**J'émet un avis favorable à la modification du PLUi de la  
Communauté de Communes du Pays de Honfleur**

En plus de respecter les recommandations concernant le plan de circulation, la conservation de certains bâtiments remarquables, d'ailleurs prévus dans le projet, et la réserve du SCOT (voir §1.7 du rapport),

**Cet avis favorable est accompagné de  
1 réserve et de 3 recommandations:**

### **Réserves:**

**Réserve n°1:** (rapport §4-A page 17 et 18)

Comme le propose la CCPH et en application de l'article R151-34 du Code de l'Urbanisme, insérer au règlement dans l'article 2 de la zone UH deux dispositifs permettant d'appréhender le site dans sa globalité et d'annihiler le risque de friche résiduelle :

- Soumettre la zone UH à une opération d'ensemble portant sur sa totalité,
- conditionner dans le règlement de la zone UH, toute autorisation d'urbanisme à la démolition de l'ensemble des bâtiments, à l'exception de ceux devant faire l'objet d'une réhabilitation/reconversion dûment identifiés.

### **Recommandations:**

**Recommandation n°1** (rapport §1-6-B page 9)

**B/** Le projet de modification fait plusieurs fois référence à des articles du Code de l'Urbanisme (CU) aussi bien dans le préambule et le dossier que dans les propositions de modifications du règlement de la zone UH et celles concernant le rapport de présentation.

Or le CU a été recodifié « à droit constant » avec entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Il me semble utile d'utiliser la nouvelle numérotation dans les modifications prévues, en attendant une future révision générale du PLUi.

En effet, si la nouvelle codification est indiquée dans le préambule (page 4) et le rapport (page 6), elle ne l'est pas pour toutes les références à des articles du CU.

Page 12 §f, il est fait référence à l'article L146.41 qui est depuis janvier l'article L121-12,

Les propositions de modification du rapport de présentation font référence :

- Page 227 à l'article R111-21 qui est depuis le 1<sup>er</sup> janvier l'article R111-27,
- Page 259 à l'article R125-5 qui est depuis le 1<sup>er</sup> janvier l'article R151-18.

**Recommandation n°2** (Rapport page 23)

En réponse à l'observation de M. Tremblé concernant la parcelle à Pennedepie et afin de lui permettre de faire évoluer son exploitation, modifier les zones Nh et N et classer la parcelle, dans sa totalité, en zone A (agricole).



Parcelle à classer également en A

**Recommandation n°3** (rapport page 27)

En réponse à l'observation de Mr Lalaz, président de l'association « Honfleur un patrimoine pour demain » Classifier la parcelle 643, mise semble-t-il par erreur en secteur sauvegardé, en zone UB et non en zone UA (voir 1.4.2 du rapport et mail n°1).

Villerville, le 20 juillet 2016

Le Commissaire Enquêteur  
Rémi de la Porte des Vaux

# DÉPARTEMENT DU CALVADOS

## Communauté de communes du Pays de Honfleur

### Annexes

Enquête publique du 27 mai au 28 juin 2016

### Modification du PLUi

Annexe 1 : Arrêtés d'ouverture de l'enquête : CCPH/n°91 et 92

Annexe 2 : Parutions dans la presse

Annexe 3 : Constats d'affichage

Annexe 4 : Procès-verbal de synthèse

Annexe 5 : Registre d'enquête

1/Fourneville

2/Pennedepie

3/CCPH

4/Ablon

5/Saint Gatien

6/Honfleur

Annexe 6 : Courriers

Référence :

- Décision TA de Caen: E16000036/14 du 21 avril 2016.

- Arrêté CCPH/91 de mise à l'enquête publique du 19 avril 2016

- Arrêté CCPH/92 prescrivant l'enquête publique du 9 mai 2016

Commissaire enquêteur  
Rémi de la Porte des Vaux

# Annexe 1 : Arrêtés d'ouverture de l'enquête

## CCPH/n°91

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE HONFLEUR

### ARRETE N°CCPH / 91 PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

LE PRESIDENT,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L-153-37 ; L-153-40 à L-153-43 ; L-153-45 et L-153-47 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30/01/2008 ayant prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09/12/2013 ayant arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 20/11/2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Considérant qu'il est souhaitable de procéder à la modification du règlement d'une zone UH, sur la commune d'Ablon y afférent ;

Considérant que le règlement présente des erreurs matérielles et des confusions dans la rédaction ainsi que le zonage et qu'il convient de clarifier pour sécuriser la délivrance des autorisations d'urbanisme ;

Considérant que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable,
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle forestière,
- Réduire une protection édictée en raison de risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- N'ouvrir pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'EPIC, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

Considérant que les objectifs de cette modification s'inscrivent dans le PADD du PLUI en vigueur et répondent à cette démarche générale défini dans son préambule qui consiste à « maîtriser et organiser l'urbanisation du territoire ; protéger l'environnement bâti et naturel, les paysages et le littoral ; assurer l'attractivité et le dynamisme du territoire ».

ARRETE :

Article 1<sup>er</sup>

Une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en vue de permettre de réaliser les objectifs suivants :

1. Clarifier et faire évoluer la zone UH, correspondant au site de la Nobel sur la commune d'Ablon, afin de permettre une opération de renouvellement urbain : rectification de l'écriture réglementaire de cette zone UH, sans remettre en cause, ni les limites de zonage, ni les objectifs chiffrés en matière de logements ;

2. Rectifier certaines erreurs matérielles (rédactionnelles et graphiques) dans la rédaction du règlement et sur le plan de zonage ;

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification du PLUI sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (P.P.A.) pour avis avant le début de l'enquête publique.

Article 3

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification N°1 du PLUI auquel sera joint, le cas échéant, les avis des P.P.A.

Article 4

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification N°1, éventuellement, amendé pour tenir compte des avis des P.P.A., des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil Communautaire.

Article 5

Une concertation sera mise en œuvre, par le biais de la mise à disposition du public de registres pour y consigner des observations.

Disponibilité des registres dans les mairies de ABLON, de HONFLEUR (pour HONFLEUR et VASOUY), de CRUCQUEBOEUF, de SAINT-GATIEN DES BOIS, d'EQUEMAUVILLE, de GONNEVILLE SUR HONFLEUR, de BARNEVILLE LA BERTRAN, de GENNEVILLE, du THEIL EN AUGER, de LA RIVIERE SAINT-SAUVEUR, de PENNIDIEPIE, de FOURNEVILLE, de QUETTIEVILLE et au siège de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur, jours et heures habituels d'ouverture des mairies et de la CCPH.

Article 6

Conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage à la Communauté de Communes du Pays de Honfleur et dans les Mairies durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Fait à HONFLEUR, le 19/04/2016



Michel LAMARRE  
Président de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur

Certifié exécutoire compte tenu :  
- de la réception en Sous-Préfecture le :  
- de la publication le :

## CCPH/n°92

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE HONFLEUR

### ARRETE N°CCPH / 92 PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

LE PRESIDENT,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-16 et R. 123-19 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et R. 123-1 et suivants ;

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'optimisation des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30/01/2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu l'arrêté N°CCPH / 91 en date du 19/04/2016 prescrivant la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la décision en date du 21/04/2016 de M. le Président du Tribunal Administratif du Caen désignant Monsieur DE LA PORTE DES VAUX René en qualité de Commissaire Enquêteur (titulaire) ; et Monsieur GZENNE Michel en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRETE :

Article 1<sup>er</sup>

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification N°1 du PLUI intercommunal arrêté de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur pour une durée de 4 semaines du 27/05/2016 au 28/06/2016.

Article 2

Monsieur DE LA PORTE DES VAUX René, directeur régional France Titulaire à la retraite, a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire et Monsieur GZENNE Michel, conseiller technique du Préfet, a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant par M. Le Président du Tribunal Administratif du Caen.

Article 3

Le dossier de projet de modification N°1 PLUI intercommunal et les pièces jointes (développement, ainsi que les registres d'enquête à compléter) sont mis à disposition du public au siège de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur, ainsi qu'au siège de la Sous-Préfecture de Caen.

déposé dans chacune des mairies de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur concernées par la modification (Crucqueboeuf, Pennedepie, Ablon, Saint-Gatien-des-Bois et Honfleur), ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur, pendant une durée de 4 semaines, ainsi qu'au siège des habituels d'ouverture des mairies et du siège de la CCPH, du 27/05/2016 au 28/06/2016 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à l'adresse suivante : CCPH - Monsieur DE LA PORTE DES VAUX René Commissaire Enquêteur, 33 cours des Fossés 14600 HONFLEUR.

Article 4

Monsieur DE LA PORTE DES VAUX René, Commissaire Enquêteur, recevra le public aux horaires suivants :

A la mairie de FOURNEVILLE :	le 27/05/2016 de 10h00 à 12h00
Au siège de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur :	le 06/06/2016 de 10h30 à 18h30
A la mairie de PENNEDIEPIE :	le 06/06/2016 de 17h00 à 19h00
A la mairie de ABLON :	le 23/06/2016 de 17h00 à 19h00
A la mairie de SAINT-GATIEN DES BOIS :	le 28/06/2016 de 18h30 à 12h30

Article 5

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1<sup>er</sup>, les registres seront clos et signés par le Président de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur qui transmettra dans les 24 heures au Commissaire Enquêteur son rapport motivé, le cas échéant, des documents annexes par le public. Le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Président de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur le dossier avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Article 6

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera adressée au Préfet du Département de Calvados et au Président du Tribunal Administratif de Caen.

Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, dans les mairies concernées par la modification (Crucqueboeuf, Pennedepie, Ablon, Saint-Gatien-des-Bois et Honfleur), et au siège de la CCPH aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978.

Article 7

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et réapparaîtra dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment dans les mairies et au siège de la CCPH et publié par tout autre moyen de communication dans les communes et au siège de la CCPH. Ces publications seront certifiées par les maires et le Président de la CCPH.

Une copie des avis publiés dans le présent avis est adressée au dossier existant à l'enquête sous l'écriture de l'enquête ou en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Article 8

La modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sera approuvée par délibération du Conseil Communautaire.

Article 9

Toute information relative à l'organisation de l'enquête publique peut être demandée auprès du Service Urbanisme de la CCPH.

Fait à HONFLEUR, le 19/04/2016



Michel LAMARRE  
Président de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur

Certifié exécutoire compte tenu :  
- de la réception en Sous-Préfecture le : 17 MAI 2016  
- de la publication le :

Enquête publique du 27 mai au 28 juin 2016  
Relative à la modification du PLU intercommunal de la communauté de commune du pays de Honfleur (CCPH).  
Décision TA de Caen n° E16000036/14 du 21 avril 2016  
Arrêté CCPH/91 de mise à enquête publique du 19 avril 2016  
Arrêté CCPH/92 prescrivant l'enquête publique du 9 mai 2016



## Annexe 2 : Parutions presse

**MEDIALEX**  
Annonces Légales & Formalités

35, Avenue des Peupliers - 35115 CESSON-SEVIGNE  
SAS au capital de 480.000 - SIREN 333 403 074 RCS RENNES - APE 7312Z  
BP 51579 - Téléphone : 02 99 26 42 00 - Télécopie : 0 820 309 009

annonces.legales@medialex.fr http://www.medialex.fr

De la part de : **Peggy CLAUDIN** DESTINATAIRE : **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Date et heure d'envoi : 10/05/2016 12:05:31 Votre référence :  
Nombre de pages transmises : 1 (dont celle-ci) Numéro d'ordre : **71389448**

---

**ATTESTATION DE PARUTION**  
(sous réserve d'incident technique)

Nous soussignés, Médialex Agence d'annonces légales et judiciaires - SAS au capital 480 000 - représentée par son Directeur Olivier COLIN - déclarons avoir reçu ce jour le texte d'une annonce légale concernant :

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE 1ER AVIS**  
**MODIFICATION N°1 DU PLU**  
**CC HONFLEUR**

Cette annonce paraîtra dans le(s) journal(s) et à la date(s) indiquée(s) ci-dessous :

<b>OUEST-FRANCE</b>	<b>CALVADOS</b>	<b>Le 12/05/2016</b>
<b>LE PAYS D'AUGE</b>	<b>CALVADOS</b>	<b>Le 12/05/2016</b>

Olivier COLIN  
Directeur

Cette attestation doit être accompagnée du texte de l'annonce légale que vous nous avez envoyé.

**MEDIALEX**  
Annonces Légales & Formalités

35, Avenue des Peupliers - 35115 CESSON-SEVIGNE  
SAS au capital de 480.000 - SIREN 333 403 074 RCS RENNES - APE 7312Z  
BP 51579 - Téléphone : 02 99 26 42 00 - Télécopie : 0 820 309 009

annonces.legales@medialex.fr http://www.medialex.fr

De la part de : **ELODIE GODET** DESTINATAIRE : **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Date et heure d'envoi : 26/05/2016 09:34:11 Votre référence :  
Nombre de pages transmises : 1 (dont celle-ci) Numéro d'ordre : **71389096**

---

**ATTESTATION DE PARUTION**  
(sous réserve d'incident technique)

Nous soussignés, Médialex Agence d'annonces légales et judiciaires - SAS au capital 480 000 - représentée par son Directeur Olivier COLIN - déclarons avoir reçu ce jour le texte d'une annonce légale concernant :

**ENQUETE PUBLIQUE - 2EME AVIS**  
**PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLU**

Cette annonce paraîtra dans le(s) journal(s) et à la date(s) indiquée(s) ci-dessous :

<b>LE PAYS D'AUGE</b>	<b>CALVADOS</b>	<b>Le 31/05/2016</b>
<b>OUEST-FRANCE</b>	<b>CALVADOS</b>	<b>Le 02/06/2016</b>

Olivier COLIN  
Directeur

Cette attestation doit être accompagnée du texte de l'annonce légale que vous nous avez envoyé.

## Annexe 3: Constats d'affichage



Communauté de Communes du Pays de Honfleur

Orme-de-la-Ville  
14000 HONFLEUR  
T : 02 31 14 29 30  
Fax : 02 31 14 29 39  
e-mail : contact@ccph.fr

Service urbanisme,  
33 rue de France  
CS 4007  
14 000 HONFLEUR CEDEX

### CERTIFICAT D'AFFICHAGE AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE PLU INTERCOMMUNAL

JE SOUSSIGNE Sylvain NAVIAUX, agissant en qualité de Président de la Commission Urbanisme de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur,

ATTESTE que les avis d'enquête publique relative à la modification n° 1 du PLU intercommunal ont bien été affichés dans l'ensemble des mairies de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur.

Fait pour valoir ce que de droit.

Honfleur, le 28 juin 2016.

Sylvain NAVIAUX  
Président  
de la Commission Urbanisme

Abbaye / Banneville-la-Berthe / Criqueboeuf / Epurmasville / Farnville / Gernville / Gernville-sur-Honfleur / Honfleur-Vieux / Remedje / Querville / La Rivière-Saint-Sauveur / Saint-Gilles-du-Bos / Le Thél-en-Auge

Enquête publique du 27 mai au 28 juin 2016  
Relative à la modification du PLU intercommunal de la communauté de commune du pays de Honfleur (CCPH).  
Décision TA de Caen n° E16000036/14 du 21 avril 2016  
Arrêté CCPH/91 de mise à enquête publique du 19 avril 2016  
Arrêté CCPH/92 prescrivant l'enquête publique du 9 mai 2016

## Annexe 4: Procès-verbal de synthèse

Rémi de la Porte des Vaux  
Commissaire enquêteur  
Mail : remi.delaporte@orange.fr

Madame Anne Gaouyer  
Responsable service urbanisme  
CCPH  
33, cour des Fossés  
14600 Honfleur

Villerville, le 30 juin 2016

Objet: Procès verbal de synthèse concernant l'enquête publique « modification n°1 du PLUi de la CCPH »

Madame,

Conformément à la réglementation relative à l'enquête publique « Modification n°1 du PLUi de la CCPH » il m'appartient de vous notifier les questions qu'appelle votre dossier.

La réglementation postule également que la réponse (à ce courrier et au précédent) doit me parvenir sous quinzaine.

Après un premier envoi le 25 juin, je vous prie de bien vouloir trouver les observations, courriers ou mail relatives à votre projet qui me sont parvenus depuis cette date.

J'envoie également ce courrier à Mr Mazzoleni.


J'ai résumé le courrier de l'association Estuaire Sud et vous le met en pièce jointe.

Les observations n°3 CCPH et n°1 Ablon vous sont données pour prendre date en vue d'une prochaine modification du PLUi.

Pour en faciliter le traitement, je vous fais parvenir ce mémoire sous fichier word, dans lequel vous voudrez bien, si possible, documenter la rubrique « réponse du maître d'ouvrage ».

En vous remerciant chaleureusement pour votre collaboration, je vous prie de croire, Madame, en l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Commissaire Enquêteur  
Rémi de la Porte des Vaux





## Communauté de Communes du Pays de Honfleur

Honfleur, le 19 juillet 2016

9, rue de la Ville  
14600 HONFLEUR  
☎ 02 31 14 29 30  
Fax : 02 31 14 29 39  
e-mail : contact@ccph.fr

Monsieur Rémi DE LA PORTE DES VAUX

11, rue Thomas Jean Monsaint

14113 VILLERVILLE

Nouvelle adresse  
33 Cours des Fossés  
CS 40037  
14 601 HONFLEUR CEDEX

Objet : Modification n° 1 du PLUi de la CCPH  
N/Réf : CCPH /SM/AG/CF/2016

### BORDEREAU D'ENVOI

Veuillez trouver ci-joint le procès verbal de synthèse des différentes observations que vous m'avez transmises dans le cadre de l'enquête publique concernant la modification n° 1 du PLUi de la CCPH

Je vous en souhaite bonne réception.

Cordialement



S. NAVIAUX  
Vice-Président  
chargé de l'Urbanisme

Ablon / Barneville-la-Bertran / Cricqueboeuf / Equemauville / Fourneville / Genneville / Gonneville-sur-Honfleur  
Honfleur-Vasouy / Pennedepie / Quetteville / la Rivière-Saint-Sauveur / Saint-Gatien-des-Bois / le Theil-en-Auge

## Annexe 5 : Registres d'enquête

### 1/Fourneville

Permanence n° 1  
du vendredi 27 mai 2016  
de 18h à 20h

Fin de la permanence

Fin de l'enquête publique  
le commissaire enquêteur

Rémi de la Porte

### 2/Pennedepie

Permanence n° 3  
Pennedepie  
Vendredi 10 juin 2016  
de 19h à 19h

Benoît TREZOLLE

A la lecture de la modification du PLU, j'ai bien constaté que ma partie de mon exploitation est bien prise en compte. Par contre je souhaiterais que l'intégralité de l'exploitation soit classée A (ce qui est MA) pour me permettre de faire évoluer mon exploitation.

Fin de la permanence

Fin de l'enquête publique  
le commissaire enquêteur

### 3/CCPH

Permanence n° 2  
du 2 juin 2016 à la CCPH  
de 18h30 à 19h30

Fin de la permanence

Déposition de Michel Godely habitant à la zone de Sauver.  
Jeudi 23 juin 2016 16h35

Il semble que cette modification du plan d'urbanisme doit se faire conformément aux recommandations du Comité de l'environnement.

A savoir :

- qu'il est prévu de réserver d'ici quelques années à deux conditions :
- 1) Une première condition visant à réserver les zones de production industrielles à leurs activités passées.
- 2) Une seconde condition visant à réserver les zones urbaines de ces sites plutôt que d'en créer de nouveaux.

Cette transformation, à mon sens et en respect des lois en vigueur, ne peut se faire qu'en respectant à certaines conditions :

- \* Il faut valider la pollution actuelle des zones résidentielles de cette zone (défaut de fondus et autres polluants produits chimiquement utilisés à la fabrication des explosifs).

TSVP

\* 1) Remettre à cette pollution les entreprises qui d'après des analyses n'ont jamais été relevées par les industriels de ce site.

2) Qui réalisera ces études, analyses et qui ?

3) Qui réalisera la matrice des risques et qui financera ?

Sans ces deux préalables, cette question d'urbanisme ne devra pas être entérinée.

J'ajouterais que même sans la présence d'une opération de construction on peut et on doit se poser cette question de pollution grave du site.

C'est peut-être le moment d'évoquer une grande opération de nettoyage de ce secteur.

Michel Godely 175 rue de l'Église  
Maison de la Rue de Sauver.

Michel Godely

Honfleur le 28 juin 2016.

Monsieur le maire, le président du PLU de Honfleur a été élu par la population d'un projet de loi de modification de la loi de l'urbanisme.

- ② L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

"par le présent arrêté, je décide de modifier la loi de l'urbanisme de la commune de Honfleur."

③ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

④ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

⑤ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

⑥ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

⑦ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

⑧ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

⑨ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

⑩ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

Arrêté n° 14 du 28 juin 2016  
M. le Maire de Honfleur

③ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

Fin de l'enquête publique  
Le commissaire enquêteur  
R. de la Roche

#### 4/Ablon

Ablon le 28 juin 2016  
Monsieur le maire, le président du PLU de Honfleur a été élu par la population d'un projet de loi de modification de la loi de l'urbanisme.

Première séance à Ablon  
le 23 juin 2016 de 14h à 16h  
③ L'urbanisme est une des missions principales de la commune de Honfleur. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune. Elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'urbanisme de la commune.

La loi de l'urbanisme de Honfleur a été modifiée par la loi de l'urbanisme de Honfleur.

Monsieur le maire, le président du PLU de Honfleur a été élu par la population d'un projet de loi de modification de la loi de l'urbanisme.

aussi est soumis à la loi de l'urbanisme de Honfleur.

Fin de l'enquête publique  
Le commissaire enquêteur  
R. de la Roche



